



Concertation du public

Il s'agit de la cinquième « concertation du public » organisée par Réseau Ferré de France. Le thème était ici, les gares. Comme les précédentes, elle a été marquée par une extraordinaire et cinglante pâtée pour RFF. Dans son site GPSO, après près de 6 mois de retard, RFF vient enfin de publier le résultat...

Voir pages 8 et 9

2. Infos en vrac

3. Grands Projets Inutiles et Imposés

4. Brèves Sociales

5. Pierre Cunéo, dir'cab de Delphine Batho et...

6 / 7. « Artère de l'Adour » nouveau projet de gazoduc

8 / 9. RFF : dernière... « consultation du public »

10. ATTAC : l'Europe vue de Rio de Janeiro

11. Accident à l'usine SMURFIT, à Biganos

12. Cultures : « Broken »

BIMESTRIEL - 2,30€

N° 152
SEPTEMBRE / OCTOBRE 2012

ISSN 0998 - 2787



... infos en vrac ...

Hazketa s'enflamme

Dans notre dernier numéro nous vous parlions des incendies à répétition au centre d'enfouissement d'Hazketa. Bingo ! Nouvel incendie cet été. Ce coup-ci les capteurs thermiques ont capté la chaleur. La caméra de surveillance a donc du filmé le tout. Si après les précédents incendies, certains avaient cru malin de faire peser la suspicion sur les opposants, ce coup-ci silence radio. Avec les riverains nous continuons à dire que trop de fermentescibles entre dans le site, produisant des poches de méthane. Pas de coupables à se mettre sous la dent, une seule raison : le mauvais boulot ! L'association Hazketa 2010 a porté plainte cette fois.

Biarritz : un parking dans la falaise

C'est par la presse que les biarritz ont appris deux projets de parkings souterrains. L'un sous les halles, l'autre vers beau rivage dans la falaise surplombant la plage de la Côte des basques. Sachant la fragilité légendaire de cette falaise minée par des infiltrations, des citoyens se sont émus de cette initiative. Lesdits parkings seront-ils concédés une fois de plus à Vinci ? on peut signer une pétition sur le site suivant :

www.petitionenligne.fr/petition/non-au-parking-souterrain-de-la-cote-des-basques-biarritz/2917.

Déchets nucléaires

À la fin de l'année 2010 on comptait dans l'état français plus de 1,3 millions de m³ de déchets nucléaires. Près de 60 % proviennent des centrales nucléaires et plus de 10 % des activités militaires.

On prévoit que ce volume doublera à l'horizon 2013.

La gestion de ces déchets, dont certains ont des durées de vie de plusieurs milliards d'années, sera payée par les générations futures. Si on la comptait dans notre facture, l'argument selon lequel « *le nucléaire c'est moins cher* » risquerait d'en prendre un bon coup.

Bayonne : parkings encore

La municipalité s'emmêle un peu les pinceaux, se précipite, revient légèrement en arrière mais en fin de compte, ce sont les derniers parkings gratuits qui vont disparaître. Celui de Glain, d'où partait la navette gratuite, était particulièrement fréquenté les jours de marché. Ici aussi, des citoyens s'en mêlent et on peut signer la pétition :

http://www.petitions24.net/pour_une_autre_politique_de_stationnement_a_bayonne.

Côte basque : la flore marine modifiée !

Selon une étude de l'Université du Pays Basque, la température de la mer au Pays Basque a augmenté de 1°C sur les 30 dernières années, provoquant d'importantes modifications de la flore marine, selon une étude réalisée par l'équipe Bentos Marino de l'Université du Pays Basque.

Selon l'étude « *Seaweed assemblage changes in Eastern Cantabrian Sea and their potential relationship to climate change* », publiée dans la revue *Estuarine, Coastal and Shelf Science*, la température de la mer cantabrique orientale (Golfe de Gascogne) a augmenté de 0,24°C par décennie depuis les années 1980, une hausse qui atteint 0,33°C en été. Autrement dit, **sur les 30 dernières années, la température de la mer au Pays Basque a bien augmenté d'environ 1°C.**

Cette hausse de la température, accompagnée d'autres effets du changement climatique, a entraîné **des modifications importantes dans la flore marine**, comme la disparition de certaines espèces d'algues.

Si la hausse d'un degré de la température semble peu significative sur terre, pour le milieu marin il s'agit d'un changement important qui touche la végétation, a indiqué le professeur José María Gorostiaga, directeur de l'équipe.

Selon l'étude, les précipitations au printemps et en été ont diminué de façon significative durant les trois

dernières décennies. « *La baisse des pluies estivales et une plus forte stratification des masses d'eau pourraient entraîner une hausse de la transparence de l'eau et de l'effet du soleil sur le fond marin, ainsi qu'une baisse de la disponibilité en nutriments, menaçant la survie de certaines espèces d'algues* », a ajouté Isabel Diez, membre de l'équipe de recherche.

Les chercheurs ont mesuré les changements soufferts par la flore en comparant les données issues d'une étude réalisée par le professeur Gorostiaga en 1991 à celles recueillies entre 2008 et 2009.

Les algues qui forment les prairies sous-marines de la côte basque souffrent des suites d'une « déforestation » ; elles ont diminué, alors que **les laminaires**, des algues caractéristiques des mers plus froides, ont presque complètement disparu. Les **espèces envahissantes**, par contre, ont augmenté. De même, on a observé une augmentation de la diversité et de la richesse des **petites algues stationnaires**, qui n'intègrent pas de façon permanente la flore marine de la côte basque.

<http://www.eitb.com/fr/infos/environnement-et-science/detail/933848/cote-basque-la-flore-marine-a-subi-importantes-modifications/>.

Papillons mutants à Fukushima

Une étude publiée récemment suggère que l'exposition à la radioactivité suite à la catastrophe de Fukushima a causé des mutations sévères chez les papillons. Les scientifiques ont découvert un accroissement des pattes et des antennes ainsi que la mutation de la forme des ailes chez les papillons collectés juste après la catastrophe en 2011.

Le lien entre les mutations et l'exposition à la radioactivité est incontestable d'après les tests effectués. Les échantillons ont été collectés dans 10 endroits différents deux mois après le 11 mars 2011 et il s'agit de 144 papillons mâles de l'espèce *Pseudaeschna zizeeria maha*. Le délai de

deux mois signifie que les papillons étaient sous forme de larve au moment de la catastrophe.

Et dans l'eau aussi

Des poissons pêchés à 20 km au large de Fukushima présentent des taux de 25 800 becquerels de césium par kilo. Cela représente 258 fois plus que la limite autorisée par le gouvernement japonais. La filière nucléaire est une *filrière d'avenir* qu'il disait Arnaud Montebourg.

300 millions d'oiseaux victimes de l'agriculture intensive

Le 13 juillet 2012, la Commission européenne et la présidence chypriote de l'Union européenne ont organisé une conférence pour débattre de la Politique Agricole Commune (PAC) et des réformes proposées pour l'après 2013. À cette occasion, la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) a rappelé les conclusions d'une récente étude scientifique ayant démontré que 300 millions d'oiseaux communs des milieux agricoles ont disparu depuis 1980. Si ces oiseaux ne sont qu'une partie de la faune affectée, ce chiffre témoigne de la nocivité des pratiques agricoles actuelles qui reposent, entre autres, sur **l'utilisation massive de pesticides** et la perte de diversité des paysages.

Porte-parole de l'ONG BirdLife International, la LPO a formulé quelques propositions pour que la réforme de la PAC ne tourne pas au cadeau fait aux lobbies agricoles. Si elles l'entretiennent encore aujourd'hui, les subventions agricoles sont un des leviers pour sortir d'un modèle agricole intensif à bout de souffle. Aussi, l'association suggère d'introduire leur paiement direct lors de bonnes pratiques agronomiques, et de récompenser les agriculteurs qui, au-delà des bonnes pratiques de base, mettent en place une gestion spécifique respectueuse de l'environnement.

www.univers-nature.com/inf/inf-actualite.cgi?id=5272.

Grands Projets Inutiles et Imposés

Début juillet à Notre Dame des Landes s'est tenu le deuxième forum consacré aux Grands Projets Inutiles et Imposés. Le CADE était présent. Nous livrons ci-dessous la déclaration commune.

Déclaration de clôture

Nous, participants au 2^{ème} Forum contre les Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII) à Notre Dame des Landes (France) du 7 au 11 juillet 2012 :

- Soutenons et exprimons notre entière solidarité à la lutte des habitants de Notre Dame des Landes et de la région, et de tous ceux qui la soutiennent, en France et bien au delà, contre le projet de nouvel aéroport pour la ville de Nantes ?
- Dénouons la répression exercée sur les habitants et militants ;
- Réaffirmons notre soutien mutuel à toutes les luttes contre les GPII en Europe et dans le monde.

Nous nous sommes rassemblés pour identifier, recenser, combattre les grands projets que nous reconnaissons inutiles, ruineux en fonds publics et socialement injustes, écologiquement destructeurs ou dangereux, et qui excluent les populations de la prise de décision. La plupart de ces projets, dévoreurs de terres agricoles et d'espaces naturels, ne permettent pas la souveraineté alimentaire. Ils mettent en péril la diversité culturelle.

Ce deuxième forum a permis de rassembler une quarantaine de collectifs et organisations dont une quinzaine de l'Europe et au delà. Plus de 8000 personnes ont participé aux divers ateliers. Il a été très riche d'échanges et de perspectives d'actions, de partages d'expériences et de construction d'alternatives aux grands projets et pour d'autres choix de société.



Nous avons décidé :

La coordination de nos luttes à l'échelle européenne et au delà par :

- La création d'un groupe de travail permanent ayant une fonction d'alerte et de mobilisation ;
- La mutualisation de nos expériences ;
- La mise en commun de moyens (site internet européen etc.) ;
- La création d'un groupe européen de compétences scientifiques, techniques et juridiques ?
- l'étude de l'opportunité et de la faisabilité d'une Initiative Citoyenne Européenne.

Notre participation :

- Au Forum Social Européen de Florence du 8 au 11 novembre 2012 ;
- Au Forum Social Mondial de Tunis en mars 2013.

L'organisation :

- D'une journée d'actions décentralisées et coordonnées le 8 décembre 2012 (3^{ème} journée européenne contre les Grands Projets Inutiles et Imposés) ;
- Du 3^{ème} Forum des GPII à Stuttgart en 2013.

Nos luttes concrètes, leur convergence font émerger aujourd'hui le concept de Grands Projets Inutiles et Imposés. Nous voulons expliquer et populariser largement ce concept. Nous sortons du forum plus que jamais motivés et détermi-

nés à poursuivre nos objectifs et continuer à relier nos combats.

Adopté à La Paquelais, Vigneux de Bretagne, le 11 juillet 2012.

Site internet du forum :

<http://forum-gpii-2012-ndl.blogspot.com/>

A65 : le trafic a fondu avec la neige

(Communiqué de Presse du 22 juin 2012)

Les associations *SEPANSO* et *Landes Environnement Attitude* ont effectué sur une période de 24 heures, du 19 juin à midi au 20 juin à midi, un comptage simultané du trafic de l'A65 et de la RN 524 à l'entrée nord de Bazas, là où les trafics locaux vers le Sud Gironde, les Landes et la Bigorre s'ajoutent au trafic Langon-Pau.

Sur cette période, moins de 5500 véhicules ont été comptés sur l'A65 (dont seulement 591 poids lourds) quand dans un même temps près de 9500 véhicules dont 1126 poids lourds ont circulé sur la nationale qui n'est toujours pas sécurisée.

Quoique le nombre de véhicules légers à cette période soit inférieur à celui noté pendant la saison de ski, le nombre de poids lourds comptés un jour sur semaine est en revanche supérieur à la moyenne qui intégrerait les week-ends.

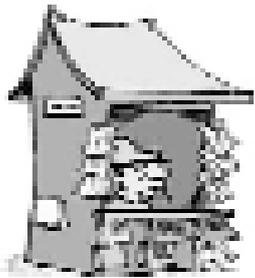
En ce mois de juin 2012, on est encore bien loin des 20000 véhicules/jour permettant de justifier ce type d'infrastructure ou même des 9000 véhicules/jour nécessaires pour atteindre les très prudentes prévisions de chiffre d'affaire 2012 du contrat de concession.

Quand on compare le trafic réel au trafic promis, on aimerait connaître les chiffres des retombées économiques réelles afin de les comparer à la manne annoncée. Les associations demandent à ceux qui seraient tentés d'imposer à notre région d'autres grands chantiers inutiles de tirer préalablement les leçons des promesses non tenues de l'A65.

Contacts

LEA – Denise CASSOU :
05 56 62 99 57 ou 07 86 03 77 61

SEPANSO – Philippe BARBEDIENNE :
05 56 91 33 65



Brèves Sociales

Par Jean Maurice FAYE

Prisons françaises

Début juillet, le *Journal du Pays Basque* évoquait le rapport sénatorial sur l'application de la loi pénitentiaire de 2009. Le bilan est quelque peu mitigé. Les rapporteurs du document (Nicole Borvo Cohen Seat et Jean René Lecref) constatent que les effets ne « sont pas à la hauteur des espérances ». Les conditions de détention sont toujours problématiques. La réalité de la vie carcérale est toujours éloignée des objectifs du texte promulgué en Novembre 2009. Des pratiques telles que les fouilles systématiques qui devaient devenir exceptionnelles, restent tout à fait monnaie courante, par exemple.

Les français et la liberté

L'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) qui fut négocié en secret par une dizaine de pays a été rejeté en juillet par le Parlement Européen de manière massive. Il y a eu 478 votes contre et 165 abstentions. Seuls 39 députés ont soutenu le texte dont 21 français avec en leur sein 17 UMP (Brice Hortefeux, Alain Lamassoude, Philippe Juvin, Nora Berra, Rachida Dati etc.). Ce texte, mauvais sur le fond, touchait aussi bien le téléchargement illégal que la lutte contre les médicaments génériques. De nombreuses associations, y compris de malades du sida, s'étaient élevées contre cela. Rachida Dati a expliqué dans un premier temps qu'elle s'était trompée de bouton lors du vote électronique puis que son boîtier était défectueux. Dati for ever !

Grève générale au Pays Basque Sud

Les mesures annoncées par le gouvernement Rajoy ont suscité de nombreuses réactions en Espagne d'une manière générale et au Pays Basque Sud en particulier. Les 2 principales organisations syndicales du Pays Basque Sud, ELA et LAB ont appelé à la grève générale le 26 septembre prochain. D'autres syndicats sont susceptibles de se joindre au mouvement. Le but de cette journée sera « d'empêcher les coupes sombres dans les

budgets ». LAB et ELA déclarent que « ces mesures amèneraient irrémédiablement vers plus de pauvreté et de récession et que la crise ne doit pas être payée par ceux qui ne l'ont pas provoquée ». Reste à savoir si les plus grosses organisations syndicales au niveau de l'état espagnol se décideront à entrer dans la lutte. CCOO et UGT disent pour l'heure vouloir « maintenir un dialogue social » avec le gouvernement espagnol et le gouvernement basque. A suivre !

Zemmour, t'as perdu !

Yousoupha, rappeur, disait dans une de ses chansons en 2009 : « Je mets un billet sur la tête de celui qui fera taire ce con d'Eric Zemmour ». Le petit Eric avait porté plainte pur diffamation et injure. Il avait gagné son procès en première instance. La cour d'appel a réformé cette décision et a jugé le chanteur « non coupable » jugeant que ses propos n'excédaient pas « les limites admissibles en matière de liberté d'expression artistique ». Zemmour qui clame que le rap est une « sous-culture d'analphabètes » en est pour ses frais.

Pas toujours de gauche au PS

Une nouvelle députée socialiste, Karine Berger, qui fut conseillère économique de Hollande pendant la campagne présidentielle a délivré une drôle de logique économique sur son blog, il y a peu de temps. Elle y dit que la « gauche n'a pas à condamner le capitalisme » mais doit au contraire rappeler à certains dirigeants (d'Air France, PSA ou SANOFI) qu'ils sont en train de détruire (le capitalisme). C'est-y pas beau ça ? Une élue de gauche montant au créneau pour lutter contre les fossoyeurs du capitalisme. Disons, pour se rassurer, que ses mots ont dépassé sa (courte) pensée.

Mobilisation des précaires

Le nouveau collectif des précaires du Pays Basque multiplie les actions pour se faire entendre. Ainsi, début juillet, ce groupe de militants a-t-il envahi le bureau bayonnais de l'Inspection

d'Académie pour une manifestation pacifique. Ils réclament la titularisation de tous les travailleurs précaires dans l'Education Nationale, notamment les AVS et EVS. Le collectif espère étendre son mouvement à d'autres secteurs, hors Education Nationale.

CARREFOUR... Pas le dimanche !

Le supermarché Carrefour d'Anglet avait ouvert ses portes un dimanche en juillet mais, malgré l'annonce de réitérer cela au mois d'août, il n'en fut plus question. La CFDT, syndicat majoritaire de l'enseigne, se dit satisfaite de ce qui est pour elle une victoire. La lutte des salariés a été payante. Le dimanche 15 juillet dernier, seule une quarantaine de salariés (essentiellement des saisonniers) s'était rendue au travail sur les 450 que compte Carrefour-Anglet. Il faut dire aussi que le chiffre d'affaires ce jour-là fut largement en deçà des espérances patronales et n'est que le fruit d'un report de quelques clients de la semaine sur le dimanche. Le syndicat en avait déjà fait l'analyse en amont.

La souffrance des hôpitaux publics

L'hôpital de Caen est un des hôpitaux les plus endettés de France et bien que sa situation financière s'améliore, son déficit cumulé est de l'ordre de 118 millions d'euros. Après une réorganisation, des efforts de gestion et la suppression de 400 postes, le compte n'y est toujours pas et le besoin de trésorerie est estimé à 80 millions d'euros. La Fédération Hospitalière de France (FHF) qui regroupe plus d'un millier d'établissements publics crie à l'asphyxie du secteur et constate que le cas de Caen n'est pas isolé. A en croire la FHF, les deux tiers des établissements de santé pourraient se retrouver en cessation de paiement même si statutairement un hôpital public ne peut être mis en faillite. La FHF réclame la création d'un livret H hôpital, géré par la Caisse des Dépôts, qui permettrait de rémunérer la trésorerie des établissements. C'est une idée !

Chez CASTO... l'avenir est trouble !

Chez CASTO, enseigne de magasins détenue par le groupe britannique Kingfisher, la CGT a constaté un gouffre entre le discours officiel de la direction et la réalité des pratiques. En Comité Central d'Entreprise (CCE), il avait été annoncé la création de 50 à 100 emplois pour l'année 2012. Modeste progression de l'emploi au regard des 12 600 salariés en France. Mais ce « petit plus » est contredit par un document « secret » découvert par le syndicat et qui indique le projet de suppression de 1 160 postes dont 300 pour la seule année 2012. Un plan social concocté « en douce » dans le plus grand mépris des institutions représentatives du personnel et donc de la loi. Quelques procédés de management « dur » sont déjà à l'œuvre avec une kyrielle de licenciements pour faute et une tension accrue sur les conditions de travail. Tout cela pour que les actionnaires britanniques se goinfrent un peu plus sur la vache à lait CASTO qui a engrangé 69 millions d'euros de bénéfices en 2011.

UNESCO : réserve sacrifiée pour le nucléaire

La réserve de gibier de Selous en Tanzanie est inscrite à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1982. Plus grande réserve animale d'Afrique, elle est l'habitat naturel d'éléphants, rhinocéros noirs, guépards, girafes, crocodiles ou de lycaons (chiens sauvages africains), espèce en voie d'extinction.

Mais l'UNESCO vient d'approuver la modification des frontières de Selous, une décision qui va permettre l'extraction d'uranium dans cette réserve à la biodiversité unique. L'UNESCO réagit aux protestations, comme nous le montrent des actions passées de Sauvons la forêt.

Joignez-vous aux protestations mondiales contre la décision fatale de l'UNESCO en signant notre pétition : « Sauvons la forêt »

<http://www.sauvonslaforet.org/petitions/883?ref=nl&mt=1420>.



Pierre Cunéo, dir'cab de Delphine Batho

(et grand ami de l'oligarchie)

Après les déclarations en faveur du nucléaire de Montebourg, après les déclarations qui remettent en selle l'exploitation des gaz de schistes du premier ministre, la ministre de l'environnement reprend à son compte les compliments au nucléaire et au projet d'aéroport de Notre Dame des Landes. Nous reproduisons ci-dessous un article du blog de Fabrice Nicolino, publié le 25 juin 2012, « Planète sans visa ». Le non changement c'est maintenant !

«Le terrain est glissant, et je vais donc tenter de bien me tenir aux murs. Comme vous savez sans doute, Madame Nicole Bricq a été remplacée au ministère de l'Écologie par madame Delphine Batho, parachutée par Ségolène Royal dans sa propre circonscription législative des Deux-Sèvres, en 2007. Madame Royal avait en effet décidé de ne pas se représenter, et Delphine Batho devient alors députée. Avant d'être, ce printemps, sous-ministre de la Justice, puis ministre de l'Écologie, à la place donc de madame Bricq. Une simple rumeur, il est vrai insistante, car elle est entre autres colportée par Europe-Écologie-Les Verts, prétend que madame Bricq aurait été virée pour cause de Shell. Elle aurait contrarié les intérêts de la transnationale en suspendant l'autorisation de forages pétroliers au large de la Guyane. Je ne dispose d'aucune information exclusive, mais ceux qui croient cette histoire non plus. En attendant mieux, je n'y crois guère. Madame Bricq grande écologiste, je n'y crois pas du tout. Je parierai que la vérité se trouve ailleurs. Ce qui ne veut certes pas dire que l'industrie du pétrole n'a pas joué un rôle dans cet embrouillamini.

Passons au sujet du jour. Madame Batho, bien que jeune – elle est née en 1973 –, est une redoutable politicienne. Ce qui est d'ailleurs son droit. Si je m'autorise ce qualificatif de « redoutable », c'est parce qu'elle vient d'une marmite dont le maître-queux s'appelle Julien Dray. Elle a été, à l'âge de 17 ans, présidente de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), puis responsable de SOS-Racisme, deux associations créées en fait par Dray pour le compte de son si cher François Mitterrand. Je sais assez de choses sur les mœurs de ces structures pour être assuré que madame Batho connaît la chanson. Beaucoup de chansons même.

Et voilà que j'apprends qu'elle vient de choisir Pierre Cunéo comme directeur de cabinet. Inutile de vous dire que je n'ai jamais rencontré cette personne, mais cela n'empêche pas d'en dire quelques mots. Né en janvier 1975, il a donc 37 ans, et comme il a fait l'ENA et Sciences Po, comme il est Inspecteur des Finances, on se l'arrache. J'ai entendu dire qu'il avait reçu des propositions venant de différents cabinets ministériels. Il a choisi l'Écologie. Ma foi. Après avoir travaillé pour l'Insee, puis le ministère de la Défense, il embauche à la SNCF en 2008, au poste de directeur de la Stratégie ferroviaire et de la Régulation. La suite est à la hauteur : directeur de cabinet du patron de la SNCF, Guillaume Pepy, il est nommé en 2010 directeur du RER C.

Ne pas oublier l'année 2007, celle où Sarkozy est élu. On ne souhaite pas trop s'en souvenir chez M. Hollande, mais son ami de toujours, Jean-Pierre Jouyet, avait accepté sans broncher un poste de secrétaire d'État aux Affaires européennes dans le premier gouvernement Fillon. Pierre Cunéo était alors devenu le directeur-adjoint de cabinet de Jouyet, et même, d'après ce que je crois avoir compris, son ami. Fort bien. Je vous conseille d'écouter un petit reportage réalisé par Hervé Kempf en janvier dernier ([www://reporterre.net/spip.php?article2532](http://www.reporterre.net/spip.php?article2532)), au moment où sortent de table les membres du grand club d'influence appelé Le Siècle. Je crois pouvoir dire que c'est instructif.

Poursuivons. Cunéo, haut fonctionnaire pouvant servir, selon les cas, la droite ou la gauche, est ami de Jean-Pierre Jouyet, lequel peut servir, de même, tout «le cercle de la raison» cher à Alain Minc. Jouyet est un habitué du Club du Siècle, où se retrouvent discrètement banquiers,

« grands journalistes », politiciens, patrons. Mais il a un autre talent, certes mineur, mais épatant tout de même : Jouyet est président du conseil de surveillance de l'Institut Aspen France. Et, – quelle surprise ! Quelle heureuse surprise ! –, Pierre Cunéo est le président du directoire de ce même Institut. On est vraiment très content pour eux. Pour nous, un peu moins.

Avant de vous livrer un élément important sur Aspen France, laissez-moi préciser les conditions de naissance de ce charmant machin. Aspen est une station de ski du Colorado, qui attire depuis bien longtemps les oligarchies américaines. Notez, et c'est vrai, qu'on peut être oligarque et mélomane, oligarque et amoureux de la peinture, de la littérature, des arts en général. Tel fut bien le cas de Walter Paepcke, le fondateur en 1950 du Aspen Institute of Humanistic Studies, qui deviendrait l'Institut Aspen. Je n'ai ni le temps, ni vraiment le goût d'aller beaucoup plus avant. Cet Institut, qui n'a rien de secret, je le précise d'emblée, a mené depuis 60 ans une permanente campagne d'influence en faveur des transnationales et de l'American Way of Life. Avec l'aide de pontes démocrates et républicains, et très probablement de services officiels, éventuellement secrets. Je note par exemple que madame Paepcke était la sœur du considérable personnage que fut Paul Henry Nitze. Ce type a joué un rôle essentiel dans la définition de la politique américaine au début de la Guerre Froide, quand la menace de guerre nucléaire tétanisait le monde. Compte tenu de sa place, il n'y a aucun doute qu'il avait la confiance d'organismes civils comme la CIA, ou militaires comme la DIA. Peut-être davantage.

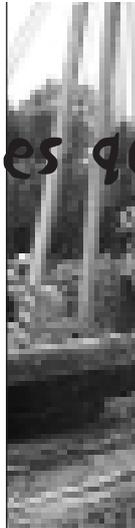
Vous me direz qu'on s'en fout, étant entendu qu'on parle là du frère de madame Paepcke. C'est juste. Mais Paepcke étant mort en 1960, sa veuve s'est ensuite appuyé sur son frère Paul Henry pour continuer l'œuvre. Et le frangin aura beaucoup donné pour ce qui ressemble furieusement à une entreprise d'influence planétaire. Financé par des fonda-

tions comme Rockefeller, Ford ou encore Carnegie, comptant à son bureau des anciennes ministres comme Madeleine Albright ou Condoleezza Rice, l'Institut organise des séminaires, des conférences et raouts, forme des petites élites proches de leurs vues dans quantité de pays du Sud. Oui, ça peut toujours servir.

Il existe plusieurs sections nationales de l'Institut Aspen, dont une, en Inde, que je vous recommande. Dans ce pays qu'on peut dire martyrisé par les choix politiques en faveur des transnationales, l'Institut Aspen local regroupe la fine fleur de l'oligarchie ([www://aspenindia.org/partners_organisations.asp](http://www.aspenindia.org/partners_organisations.asp)). Sans le cacher le moins du monde –et pourquoi le ferait-il ? Il en est fier ! –, Aspen présente comme partenaire-clé *The Confederation of Indian Industry*, qui regroupe les plus grands patrons de l'Inde. Ceux qui sont en train de tuer ce pays. Ceux qui le vendent. Ceux qui laissent crever les 650 000 villages de l'Inde réelle.

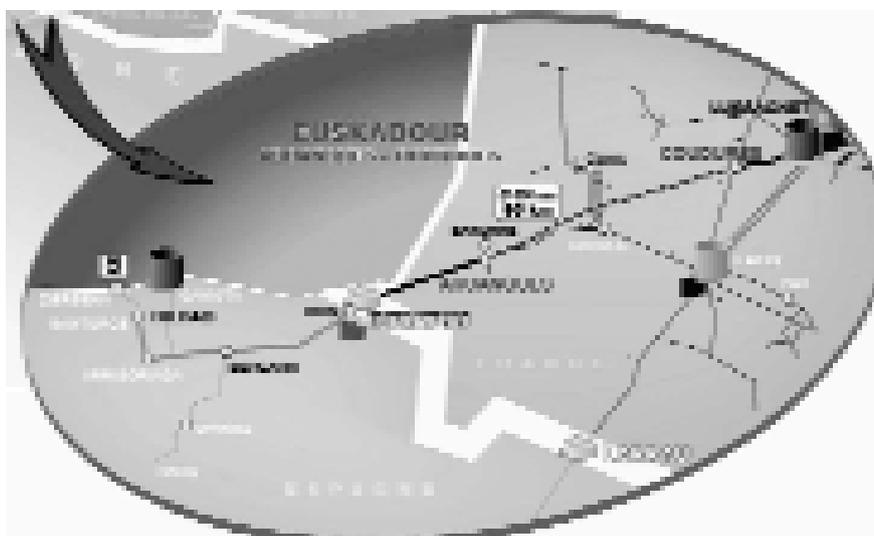
Et la France ? Oui, n'oublions pas la France. MM. Jouyet et Cunéo sont donc les responsables de l'Institut Aspen France. Et M. Cunéo s'apprête à jouer un rôle important au ministère de l'Écologie. C'est très bien. C'est d'autant mieux qu'Aspen France, jadis présidé par l'ancien Premier ministre Raymond Barre, a des vues concernant notre avenir commun. Dont « *la compréhension de la mondialisation, des contraintes et des opportunités qui en résultent* », comme l'indique son site internet, et « *l'aggiornamento du modèle économique, politique et social français* ». Oh, oh ! Voyez-vous cela. L'aggiornamento. Ces gens, qui sont délicats, n'osent pas dire qu'ils veulent abattre les restes de l'édifice construit après 1944, celui du Conseil National de la Résistance. Ils n'écriront pas, les malins, qu'ils veulent ouvrir davantage tous les secteurs encore épargnés par les prédateurs. Voyons, ne sont-ils pas des humanistes ? Une idée de leur ton, à propos de l'Afrique, tiré d'un colloque de

Suite page 7



Le projet de nouveau gaz

«Artère de l'Adour» : c'est le nouveau nom donné au projet de gazoduc auparavant connu sous le nom d'«Euskadour». Il s'agit de relier Arcangues (Pays basque) à Coudures (dans les Landes) pour augmenter les capacités de transfert de gaz entre l'état espagnol et l'état français, et plus précisément jusqu'aux réserves souterraines de gaz dans les Landes à Lussagnet (la liaison entre Coudures et Lussagnet existant déjà).



Le tracé général du gazoduc

Pourquoi un tel projet ?

La justification officielle du projet est «de favoriser la fluidité des marchés gaziers, et de créer des conditions propices à la libre concurrence entre fournisseurs de gaz». Ceci demande quelques éclaircissements... Pourquoi ce besoin d'augmenter les capacités de transfert?

Il ne s'agit pas de desservir en gaz les territoires traversés, mais de permettre aux opérateurs espagnols de stocker leur gaz dans les réserves existantes ou à venir des Landes.

Ce projet de gazoduc est à mettre en parallèle avec le

développement de l'extraction du gaz de schiste dans le Pays basque Sud (région d'Alava) et au large des côtes de Biscaye, en pleine zone maritime protégée.

L'objectif affiché par Patxi Lopez, le président du gouvernement autonome basque est «de parvenir à l'autosuffisance en gaz pour les 60 prochaines années» par l'exploitation de ce gaz de schiste.

Dans la même déclaration, il avait annoncé une future amplification de la connexion avec la France. Voilà donc «notre » gazoduc expliqué.

En effet, si l'extraction du gaz est une activité continue, son utilisation est au contraire irrégulière: la consommation

est 6 fois plus importante en hiver qu'en été. Le gaz extrait en été sert à remplir des réserves de gaz qui seront utilisées en hiver.

Pour stocker le gaz de schiste extrait, l'Espagne compte donc sur les possibilités de stockage souterrain dans les Landes. Le gazoduc est prévu pour pouvoir circuler dans les deux sens : le gaz stocké dans les réserves pourra repartir par le même tuyau vers l'Espagne.

Or l'extraction du gaz de schiste par fractionnement hydraulique est une catastrophe environnementale, très polluante pour la nappe phréatique et très consom-

matrice d'eau. En France, et bien sûr partout ailleurs. Mais pour les autorités qui ne manqueront sans doute pas de déclarer ce projet d'utilité publique, le gaz n'aura probablement pas d'odeur!

Quant aux réserves de gaz dans les Landes, il est à noter que le tracé du gazoduc passe par Pouillon, lieu du projet très controversé de création d'un nouveau stockage souterrain de gaz par EDF. TIGF réfute que la construction du gazoduc soit en lien avec ce projet, pourtant EDF mentionne devoir se raccorder à TIGF.

Le marché du gaz pour les nuls

Auparavant, il y avait un opérateur de gaz en France : GDF. En 2011, il y a 124 fournisseurs homologués dont seulement 81 fournissent un client final, les 43 autres n'ayant pas de clients (ils ne revendent qu'à d'autres fournisseurs) : dans cette catégorie BNP, Crédit agricole, Barclays etc. qui ont donc une activité purement spéculative.

Alors que la fin des réserves en gaz est annoncée pour 2070, quel peut être le rôle exact de ces énormes réserves supplémentaires que l'on veut créer, comme à Pouillon? On peut spéculer nous aussi -à défaut de le faire sur de la matière première- sur une hypothèse: stocker une matière première en voie d'épuisement doit être une sacrée opportunité financière... Et certains réfléchissent sans doute à comment tirer financièrement parti au mieux de la pénurie annoncée.

Concernant la gestion du transport du gaz par gazo-

oduc « Artère de l'Adour »

duc, la France est coupée en deux, de manière inégale. TIGF gère le transport de gaz pour un petit quart Sud-ouest de la France, le reste du territoire étant géré par GRTgaz (détenue à 75% par GDF Suez).

TIGF est une filiale à 100% de Total, du moins pour l'instant, puisque dans le courant du mois d'août, Total a annoncé son intention de se défaire de TIGF, provoquant une grève d'une journée suivie par 90% des employés de TIGF.

Les caractéristiques du gazoduc prévu

C'est un gazoduc de 60 cm de diamètre, qui sera enterré à 1,20 m de profondeur. Une tranchée de 1,80 mètre est donc creusée. Pour ce faire, il faut créer une piste de 22 mètres de large, qui est entièrement déboisée et dessouchée le cas échéant, afin de permettre aux engins de chantier de circuler. Cette piste est aplanie, pour en corriger les devers, toujours pour la circulation des engins de chantier.

Une fois le gazoduc enterré, il reste une cicatrice de 10 mètres de large autour de la tranchée, qui est totalement inconstructible, et qui ne peut être replantée d'arbres : en effet, la paroi du gazoduc ne doit surtout pas être abîmée, sous peine d'explosion.

TIGF a déclaré vouloir faire des réunions publiques d'information à partir de septembre 2012. Elles seront suivies d'une enquête publique fin 2012, pour des travaux de fin 2013 à fin 2015.

Une nouvelle bataille en perspective !

Plus d'infos

www.mouguerrecadredevie.fr



Chantier de gazoduc dans la forêt landaise



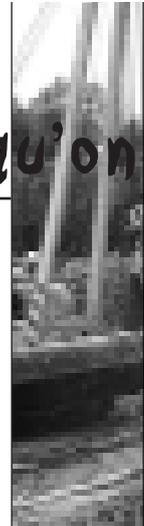
Suite de la page 5

2008 financé par la fondation Mérieux, c'est-à-dire l'industrie pharmaceutique : « *La première [des opportunités] est que, dans la mondialisation, l'Afrique dispose d'avantages compétitifs considérables : l'espace, avec un continent quasi vide ; les hommes, avec un immense réservoir de main d'œuvre ; enfin les matières premières, dont l'Afrique dispose en quantité – c'est un avantage compétitif et c'est un avantage géostratégique majeur* ».

Je suis sûr que cet accès de franchise vous fera plaisir. Et de même, d'apprendre qui fait partie du Conseil de surveillance en 2012. On trouve dans ce merveilleux aréopage des gens comme l'ancien patron des cimenteries Lafarge, le directeur général de Saint Gobain, ci-devant champion de l'amiante, le président d'Oddo Corporate Finance, banque d'investissement et de gestion des capitaux, le gérant d'Interfinexa, conseil en fusion et acquisition d'entreprises, le PDG du laboratoire BioMérieux, le PDG de GDF-Suez (eau, gaz, électricité, nucléaire), le

directeur général d'Oliver Wyman France, entreprise mondiale de conseil aux entreprises, etc.

Cerise ultime sur ce gâteau un poil indigeste : parmi les partenaires d'Aspen France, outre une bonne partie des entreprises citées plus haut, on retrouve Total. Notre bonne vieille transnationale à nous. Celle des gaz et pétroles de schiste. Celle de Christophe de Margerie, son patron, qui est aussi le cousin par alliance de Jean-Pierre Jouyet, qui lui a fait rencontrer dans la tranquillité François Hollande. TOTAL, rappelons-le, c'est la plus grosse boîte française, avec un chiffre d'affaires atteignant 180 milliards d'euros en 2008. Comme tout s'arrange au mieux ! Comme on se sent bien en famille ! Cunéo dirige Aspen, défenseur intransigent de l'industrie transnationale, et fait tourner la petite boutique avec une aide désintéressée de Total. Le même Cunéo, devenu directeur de cabinet de la ministre de l'Écologie, aura chaque jour le nez sur des affaires en relation avec Total. Le premier qui parle de conflit d'intérêt est un homme mort.»



... « Artère de l'Adour »

Et une dernière « concertation du public » pour la route...

Il s'agit de la cinquième « concertation du public » organisée par Réseau Ferré de France. Le thème était ici, les gares. Comme les précédentes, elle a été marquée par une extraordinaire et cinquième pâtée pour RFF. Dans son site GPSO, après près de 6 mois de retard, RFF vient enfin de publier le résultat.

• **Pour le GPSO entier (Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne) :**

1036 réponses dont 950 contre les voies nouvelles soit 91,7 % contre 8,3 %.

• **Pour le Pays Basque, on peut lire ceci :**

A Bayonne, la participation a été importante mais essentiellement pour exprimer l'opposition à la création d'une ligne nouvelle. Sur les 907 avis reçus au total, 895 étaient identiques et reproduisaient la phrase suivante : « *Nous voulons que tous les trains roulent sur les voies existantes et s'arrêtent sans changement de train dans les gares de Bayonne, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz et Hendaye* ».

Ainsi on atteint un score de 98,66 % pour les voies existantes et encore dans les 12 avis favorables aux voies nouvelles (soit 1,33 %) on se divise encore en petits morceaux sur une gare nouvelle ou non etc. Les scores écrasants en faveur des voies existantes de toutes les concertations devraient faire réfléchir RFF, le Conseil régional et les autorités. Eh bien non, montrant clairement un royal mépris de l'avis des populations, on continue le projet comme si rien n'était...

La CCI Pays Basque en fait trop

Dans le recueil annuel « Pays Basque en chiffres » édité par la CCI (sauf en 2011), se glissent parfois quelques perles. Ainsi les trois dernières années on peut lire une petite phrase commentant le nombre de passagers dans les gares basques :

Edition 2009 : « *Malgré une croissance connue par la gare de Bayonne, une fréquentation globale en baisse : 1,67 millions de passagers en 2008* »

Edition 2010 : « *Malgré une croissance connue par la gare de Bayonne, une fréquentation globale en baisse : 1,6 millions de passagers en 2009* »

Edition 2012 (après le trou de 2011) : « *Une fréquentation en hausse pour chaque gare : 1,6 millions de passagers au total en 2011* »

Il faudra qu'on nous explique comment on peut augmenter de 1,6 millions à 1,6 millions.

Ceci dit, soyons clairs : nous souhaitons que la fréquentation du ferroviaire de proximité augmente. Et nous publions ici l'intégralité des chiffres CCI sans commentaires fantaisistes :

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
BAYONNE	5866 350	902 727	910 840	931 241	902 240	877 815	915 601
BIARRITZ	439 478	466 552	457 941	435 762	417 168	400 404	418 560
St JEAN de LUZ	311 673	324 292	318 170	312 578	284 684	276 104	308 556

Déclarations du ministre du budget

Ce sont ni plus ni moins que les conclusions des assises du ferroviaire qui sont déclinées. Nathalie Kosciusko-Morizet avait souhaité la même chose, Roland Ries monsieur transport de l'équipe Hollande a dit la même chose, la Cour des comptes a dit la même chose et nous, nous l'avions dit bien avant eux. A ce titre nous pouvons analyser cela comme positif car leurs positions

s'effritent encore.

Cependant, au cas où certains parmi nous seraient tentés de croire que le père Noël était passé il nous faut souligner que trop d'optimisme démobilise. Il nous faut répéter : « **Nous avons raison, même dans le camp de nos adversaires certains ouvrent les yeux mais seule notre mobilisation peut faire basculer définitivement ce combat** ».

D'ailleurs alors que Cahuzac annonce la mise en place d'une commission chargée de l'étude de rentabilité pour hiérarchiser les projets à mi-septembre, dès le lendemain il a déjà rassuré une demi douzaine de présidents de Conseils régionaux sur la priorité de leurs projets. Lui qui fustigeait à juste raison « les visiteurs du soir » qui allaient plaider leur cause chez Sarko, il devrait prendre garde de ne pas trop rassurer les « coups de téléphone du soir ». Nous publions ci-dessous l'article de la coordination landaise contre la LGV (ACCRIL).

14 tronçons de LGV sur la sellette mais pas le mien

Les gouvernements changent, mais parfois le réalisme demeure. Jérôme Cahuzac, ministre du budget et

Cette douleur est commune à la France entière, elle a quelque chose de touchant ou de pathétique suivant le point de vue.

Deux articles, issus de notre Sud Ouest local, donnent les réactions de Monsieur Rousset, et des grands élus Landais. Ce ne sont que deux articles parmi de l'avalanche de réactions des quelques rares pro-LGV encore actifs en Aquitaine. Tous ces articles sont plus ou moins des redites, des copier-coller. Aucun article concernant les opposants, nous voyons nettement le choix éditorialiste de notre canard enchaîné local.

Nous sommes maintenant dans le grandiloquent, pour ne pas dire le pitoyable.

Ainsi cette phrase de Monsieur Rousset : « *Le prolongement vers l'Espagne est non seulement une priorité mais c'est aussi une obligation internationale puisque l'Europe ne financera que s'il y a une jonction avec l'Espagne* ». Plus loin, il souligne que Toulouse est « *l'un des pôles industriels de la France* ». Tout est dit, nous rappelons que Tours Bordeaux est financée à hauteur de 0,2 % par l'Europe. Pour Bordeaux Toulouse, rien n'était prévu dans le protocole de 2008, et pour Bordeaux Espagne, le financement européen

ancien député du Lot et Garonne, vient de jeter la même pierre que NKM dans le marigot aux rêves de nos grands politiques locaux. Et la réaction est identique. Tous les grands feudataires locaux concernés en France hurlent de douleur, on leur casse leur jouet dispendieux, et inutile. On brise leur beau rêve encore une fois.

La déclaration de Monsieur le ministre Jérôme Cahuzac a donc déclenché la même vague de douleur.

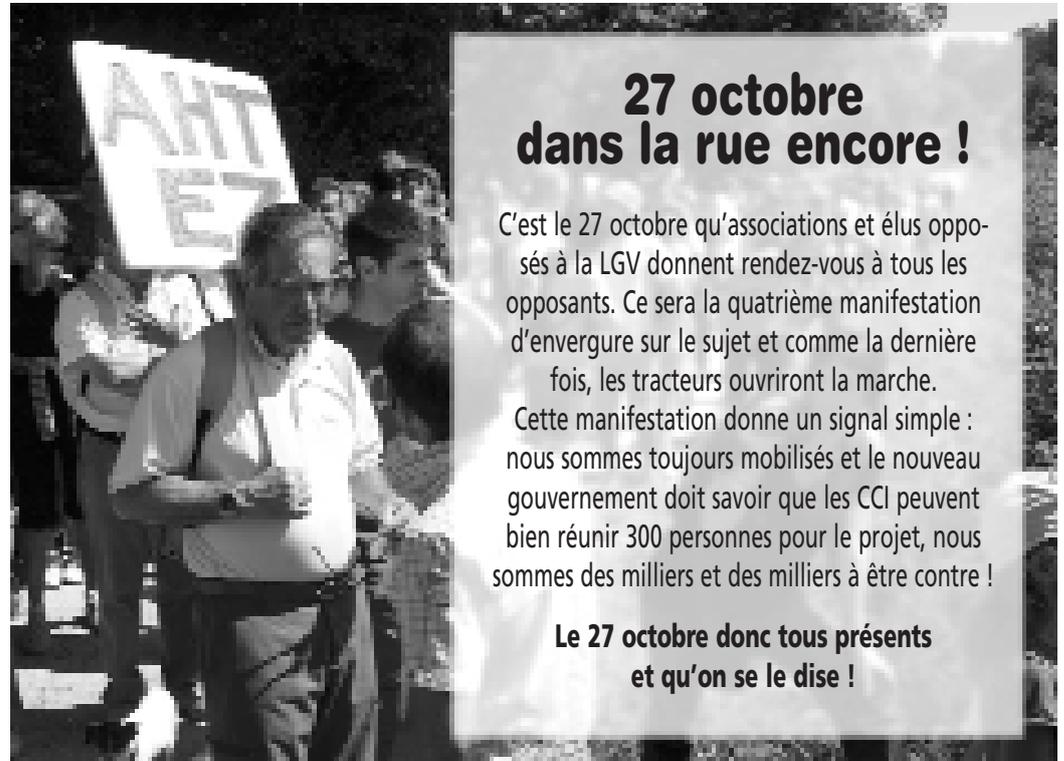
était lié à la mixité de la voie LGV fret/voyageur. Cette vieille Lune est abandonnée depuis longtemps. Ce financement n'était que de 15 % à l'époque, et en montant fixe (0,6 milliard d'euros), et non en pourcentage du total. Cette somme est aujourd'hui ridicule comparée à l'explosion des coûts (plus de 10 milliards d'euros sur ce tronçon, sans compter le barreau de Pau). Quand à Toulouse, poumon industriel de la France, pas plus ni moins que la plu-

part des villes françaises de cette taille. Surtout, elle n'a pas attendu la LGV pour le devenir.

Mais le plus beau, ce sont les déclarations des grands élus landais. Madame Darrieussecq, pas le moins du monde échaudée par l'échec de l'autoroute Langon Pau, n'a toujours pas compris que l'infrastructure ne fait pas le développement, mais que c'est éventuellement le contraire.

Monsieur Emmanuelli, lui, veut la réussite d'Atlantidum grâce à la LGV. Nous avons de l'humour, mais là le bouchon est poussé un petit peu loin. Nous savons Monsieur Emmanuelli suffisamment informé, nous ne doutons pas qu'il sache que Saint Geours de Maremne n'est qu'une voie d'évitement nécessaire et obligatoire tous les 90 km au plus sur les nouvelles lignes. Elle est transformée, pour être financée par les collectivités locales, en éventuelle halte d'un SRGV (la grande vitesse pour les pauvres !) qui n'a aucune chance d'exister. Il sait parfaitement qu'il n'existe qu'un exemple de SRGV en France, c'est dans le Nord Pas de Calais. Les liaisons s'y font entre villes de plus de 100 000 habitants, ce qui est le cas de Saint Geours de Maremne comme chacun le sait. De plus, ces SRGV, relativement peu nombreux, ont été développés pour palier la saturation des lignes TER.

Nous l'avons vu, il y a une belle homogénéité des réactions de nos grands barons locaux, et ceci partout en France. Nos bons feudataires, n'écoulant que leur vision mirifique, unique, locale, mais identique pour tous, ne font que percevoir la même injustice. Le tronçon de ligne LGV à sauvegarder c'est le leur, car il est le seul qui manque au réseau national, le seul qui permettra l'arrivée du développement. Nous ne vous donnerons pas les articles, le travail n'en vaut pas la chandelle. Mais pour ceux qui apprécient le sel de la chose, vous pourrez faire l'effort de cliquer sur les quelques liens ci-dessous, il y en a beaucoup d'autres, vous pouvez les chercher si vous avez du temps à perdre. Vous y verrez une constance : Messieurs Cahuzac, et Cuvillier, ont beaucoup d'amis, (peut être, pour partie, les mêmes qu'avait NKM), et tous ont été personnellement rassurés. Nous sommes sauvés, toutes les lignes LGV devraient se faire.



27 octobre dans la rue encore !

C'est le 27 octobre qu'associations et élus opposés à la LGV donnent rendez-vous à tous les opposants. Ce sera la quatrième manifestation d'envergure sur le sujet et comme la dernière fois, les tracteurs ouvriront la marche.

Cette manifestation donne un signal simple : nous sommes toujours mobilisés et le nouveau gouvernement doit savoir que les CCI peuvent bien réunir 300 personnes pour le projet, nous sommes des milliers et des milliers à être contre !

**Le 27 octobre donc tous présents
et qu'on se le dise !**

A croire que les 14 LGV sur la sellette sont toutes aussi indispensables, que rentables. Mais il y a mieux, d'autres élus tout autant dans un monde qui n'est pas le notre continuent à cors et à cris à implorer, leur propre tronçon. Par exemple, certains élus particulièrement illuminés par la grâce, veulent Un TGV Paris Royan (20 000 habitants), via Saint-Jean-d'Angély (7 000habitants) ! Une raffarinate de la plus belle eau.

Il ne reste plus qu'à trouver le financement... A moins que le ridicule ne se remette à tuer, mais de cela nous en doutons.

Quelques site à consulter

<http://www.lejls.com/saone-et-loire>
<http://blog.france3.fr/politiquefra>
<http://www.bienpublic.com/cote-d-or>
<http://www.lalsace.fr/actualite/201>
<http://limousin.france3.fr/2012/07/>
<http://www.lamontagne.fr/auvergne/a>
<http://www.midilibre.fr/2012/07/14/>
<http://www.leprogres.fr/france-mond>
<http://www.lepopulaire.fr/limousin/>
<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/20>

Le 22 septembre EPINE

C'EST le 22 sept de 10 h à midi que les populations seront invitées à participer à l'enquête publique organisée par les opposants à la LGV. Ce jour là, à Urrugne, à Ustaritz, à Mouguerre, à St Martin de Seignanx et peut être ailleurs dans les Landes, le dossier d'enquête sera consultable et les observations de chacun recueillies sur le registre officiel.

Cette enquête publique appelée **EPINE** (Enquête Publique sur l'Inutilité de Nouveaux Equipements) ainsi que son résumé non technique est d'ores et déjà consultable sur le site :

www.voiesnouvellestgv.webou.net

Yves Pochat nous à quittés

Yves, le compagnon de Chantal vient de nous quitter dimanche 9 septembre.

Tous tes amis d'Ortzadar nous associons de tout cœur à ta douleur, Chantal, dans ce moment si éprouvant et tenons à t'exprimer, ainsi qu'à toute ta famille, notre soutien et notre amitié les plus sincères.

Bon courage, Chantal





L'Europe vue de Rio de Janeiro ?

Par **Geneviève Azam,**
Conseil scientifique d'Attac

Geneviève Azam, a fait partie de la délégation d'Attac France au dernier sommet de la Terre appelé Rio+20. Elle fait ici un bilan de ce sommet « en vain ».

Le sommet de la Terre de Rio de Janeiro a accouché d'une déclaration finale riche d'enseignements. Beaucoup a déjà été écrit sur le contenu de cette déclaration, véritablement affligeant, tant il comporte des régressions sur les droits et un consentement à l'ordre du monde qui est à l'origine des crises que nous vivons. C'est un texte hors sol, hors contexte, hors crises.

Rien sur la globalisation économique et financière, rien sur les limites écologiques et sur l'épuisement des ressources, rien sur les plusieurs milliards de personnes condamnées à la survie, et qui devraient trouver leur salut dans l'accès aux marchés. Aucune pensée ne traverse le texte, aucun souffle, sinon une récitation des psaumes de la croissance et du marché.

Ce texte signe une crise profonde et l'agonie du multilatéralisme. Il n'a de cesse de répéter que les solutions relèvent de politiques nationales, actant ainsi le refus conjoint de nombreux États de tout engagement multilatéral. Jusqu'à la caricature. L'eau cesse ainsi de relever d'accords internationaux, elle est renvoyée à la souveraineté nationale, et donc à la loi du plus fort, à

ceux qui peuvent construire les plus grands barrages, capter les sources sur leurs territoires. Nous ne serons pas surpris de trouver là l'alliance des Etats-Unis, du Canada, du Brésil, de la Chine, de la Turquie, pour ne citer que les plus importants. Quant au droit universel à l'accès à l'eau, acté par l'assemblée générale des Nations unies, il fait déjà l'effet d'une relique barbare dont le texte final s'est débarrassé. C'est la même chose pour l'énergie, qui devait pourtant être un temps fort de ce sommet.

Notons bien que ce retour affirmé aux politiques nationales ne signifie en rien une relocalisation ou une « déglobalisation ». La place donnée aux transnationales regroupées dans le Global Compact, cité explicitement dans le texte comme partenaire essentiel, l'ode au libre-échange, la nécessaire inclusion dans les marchés mondiaux pour les millions de paysans qui meurent de faim, ne laisse aucune illusion : la souveraineté nationale exprime seulement la latitude laissée aux États de se soumettre aux exigences des marchés, sans limites.

Et l'Union européenne dans tout cela ?

Les temps ont bien changé depuis Rio 1992 et ses suites, notamment le protocole de Kyoto. La globalisation a fini d'exporter à l'échelle du monde le modèle économique et social né en Europe. Et au grand jeu de la concurrence qu'elle continue à promouvoir, l'Europe n'est plus au centre du monde. Ce n'est pas un accident dû à la crise qu'elle traverse, c'est désormais une condition structurelle et un des éléments de sa crise. Ici à Rio, l'Union européenne, contre le G77 + Chine alliés à l'Amérique du Nord, a défendu une position multilatérale. Elle a été si humiliée qu'elle en est arrivée, fait

exceptionnel pour l'UE toujours à la recherche de consensus, à menacer en assemblée plénière de ne pas signer le texte. Elle a été d'autant plus affaiblie qu'elle n'a pu accompagner ses propositions d'un moindre euro mis sur la table, ce que réclamait le G77.

Mais nous ne pouvons nous arrêter là sans examiner le contenu de ce multilatéralisme. L'Union européenne a été un des promoteurs essentiels de l'économie verte, entendue comme une extension de la valorisation économique des services écosystémiques et de leur financiarisation. Elle est d'ailleurs le continent pilote pour les marchés du carbone. À ce titre, elle souhaitait une réglementation multilatérale pour la mise en place de cadres favorables à cette économie verte. Elle s'est heurtée aux États qui refusent l'économie verte car ils entendent protéger leurs entreprises d'une éventuelle augmentation des coûts, aux pays émergents qui veulent poursuivre le modèle productiviste sans limitation extérieure, aux pays les plus pauvres qui exigeaient des financements en retour.

L'Europe néolibérale est dépassée par ce qu'elle a contribué à engendrer. Au jeu de la concurrence mondiale, elle a perdu. Elle ne pourra retrouver une place dans ces négociations qu'en engageant, sur son territoire, une transition écologique et sociale significative. Une transition qui signifierait une bifurcation du modèle qu'elle a promu, en s'engageant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2020, à réduire la consommation d'énergie, à promouvoir les énergies renouvelables sur une base décentralisée, à sortir de la société du pétrole et de la dépendance énergétique qui pèse sur ses comptes, à créer les nouveaux emplois et les protections sociales qui s'imposent.

Ce nouveau modèle redonnerait toute sa place à l'Europe. Et ceci d'autant plus que les succès des pays qui se sont alliés pour polluer tranquillement à l'intérieur de leurs frontières nationales est bien provisoire ! Les catastrophes qui s'annoncent laisseront peu de temps de répit. Et l'Union européenne pourrait alors avoir le soutien de la « société civile », non pas celle des lobbies industriels et financiers qui ont monopolisé cette négociation, mais celle des mouvements sociaux et des ONG, qui demandent aujourd'hui que la référence à la société civile soit supprimée du texte final du sommet, et qui se retrouvent au sommet des peuples.

Attac Pays Basque

Maison pour Tous, 6 rue Albert Le Barillier 64600 Anglet

<http://local.attac.org/paysbasque>
pays.basque@attac.org

Les prochains Attac cafés, cafés citoyens à la Taverne de l'Atalante à Bayonne de 19 heures à 21 h

• **Lundi 24 septembre**
« *Qu'en est-il de la LGV?* »
Avec Victor Pachon du CADE.

• **Mardi 9 octobre**
« *L'école entre attentes et réponses* »
Avec des représentants syndicaux.

Autres rendez-vous d'Attac Pays Basque

• **Samedi 27 octobre** à Bayonne,
**Grande manifestation à l'appel
du Cade contre la LGV !**

Accident à l'usine SMURFIT à Biganos

UN accident industriel survenu le 5 juillet 2012 à l'usine de papier kraft Smurfit Kappa à Biganos 33, par l'éclatement d'un bac de 3 500 m³ de liqueur noire* laissant échapper de 100 à 500 m³... de produits toxique dans la Leyre, a provoqué la mort de plus de 350 kgs de poissons et sans doute d'autres espèces protégées avec des risques de contamination des zones humides.

Le restant des 3 500 m³ de liqueur noire a été envoyé dans un bassin appelé « saugnac » qui contenait déjà 25 300 m³ d'effluents auxquels on a rajouté près de 30 000 m³ d'eau pompés dans le milieu naturel dont le ruisseau voisin Lacanau, la nappe phréatique...

Un arrêté préfectoral du 9 juillet dernier autorise le rejet en mer de ces eaux contaminées par le collecteur dit « Wharf de la Salie » qui est un scandaleux rejet d'effluents réputés traités à l'océan.

Des associations opposées à ces rejets ont déposé devant le tribunal administratif de Bordeaux un recours contre cet arrêté préfectoral avec une manifestation à Arcachon le 28 juillet dernier.

La Dreal** a cependant souligné que « ce qui sera rejeté dans l'océan n'est rien de plus et rien de moins que le rejet habituel des eaux usées de cette usine, préalablement traitées ».

Les « autorités » ont donc confirmé la considération qu'elles portent à l'Océan comme exutoire obligatoire de nos déchets. Pitoyable !

Pourquoi un tel accident et ses conséquences prévisibles

Cet accident prévisible et non calculé en impact écologique et sanitaire, nous disons bien PREVISIBLE, est le résultat d'un système de production industrialofinancier qui ne s'embarrasse pas des quelques considérations futiles, pour cette usine de la multinationale SMURFIT, comme beaucoup d'autres en Aquitaine ou sur la planète, telles que la simple et évidente protection de l'environnement et de la santé. On peut imaginer leur discours :

« Nous sommes là pour produire

en exploitant la ressource locale (le bois des pins), nous générons des emplois et des revenus sur cette filière, nous travaillons avec d'énormes contraintes, en particulier pour la sécurité dans nos installations et nos collaborateurs et par conséquent pour l'environnement... Du reste nos investissements et les coûts élevés sur ces postes le démontrent ! »

Discours élimé, usé jusqu'à la friche industrielle quand tout le jus du pays, en ressource de matières premières et de la santé des travailleurs a été extrait, par ce type d'activité industrialofinancière et de ses responsables pour qui chaque accident industriel est toujours accompagné du sempiternel communiqué des autorités « après analyse de la situation, il s'avère qu'il n'y a aucun impact notable sur l'environnement et sur la santé des populations ! ».

Tellement gros et insupportable qu'on en vient presque à en tirer la conclusion qu'il ne s'est rien passé. Et pourtant ?

Si le crime économique et écologique était immédiatement mis en avant par la Justice –ce que nous revendiquons–, avec les condamnations des responsables à la hauteur de leur insuffisance, voire de leur mépris pour la cause environnementale, sanitaire et sociale, peut être qu'une autre considération de l'environnement, de la santé des travailleurs et des populations riveraines de ces sites verrait le jour et ce au bénéfice de TOUS !

Pour le changement dans la gouvernance des usines

Car il s'agirait à ce moment là d'un événement majeur dans ces activités industrielles : celui de la PREVENTION permanente et transparente comme principe de gouvernance de l'outil industriel par rapport à l'exigence de la protection de l'environnement et de la santé.

Acte de civilisation majeur que nous sommes en droit d'atteindre et d'attendre.

Et surtout ne venez pas nous reredire, par votre soumission ou intérêt personnel à cette usine pourtant polluante et criminelle, que l'on ne peut pas trop la contraindre car il y a les emplois ! Le jeu de Celanese



et de Yara, les deux multinationales avec leurs usines respectives à Lacq, est exemplaire : l'une a fermé pour une délocalisation en Chine, l'autre menace de le faire si les décideurs politiques ne se soumettent pas à ces conditions d'exploitation. Et les deux ont un passif de pollution des sols et de la nappe phréatique, entre autre, inimaginable.

C'est avec un tel argument (l'emploi) que le régime des accidents industriels est assuré de pouvoir extraire le jus du bassin d'activités jusqu'au dernier grain ou fibre ou jusqu'au dernier souffle de tel travailleur en « maladie à caractère professionnel ». Car la multinationale, elle, elle n'a qu'un but, son profit et pas d'emmerde, les actionnaires et les managers ont en horreur ces batifolages.

Cela fait plus d'un siècle que notre société de « production – consommation – déjection » s'est laissée conditionner à ce diktat industrialofinancier.

Pour des technologies propres

Au vu de cette situation du rejet d'un produit industriel dans le milieu naturel, il est donné d'exiger désormais le « recyclage intégral, c'est à dire 0 rejet dans le milieu des effluents réputés épurés », ou « rejet habituel des eaux usées de cette usine (à l'océan), préalablement traitées » comme le déclame poétiquement la DREAL qui a le rôle de police de cette installation (pourtant) classée :

• « Recyclage intégral » déjà pour

cette opération à la suite de cet épandage accidentel MAIS prévisible compte tenu de l'état du bac comme celui du manque de capacité de rétention. Quid des contrôles obligatoires par l'industriel sous suivi de la DREAL de l'état de ce bac et du manque de cuvette de rétention devant répondre à ce rôle ?

• « Recyclage intégral » pour le fonctionnement de leur STEP (station d'épuration) interne en vue du régime normal de production de l'usine.

Ce d'autant que des travaux d'amélioration vont être obligatoirement engagés et qu'à la clef ce sont des « technologies propres » (STEP avec recyclage intégral) prévues par la Directive européenne IPPC, avec de nouveaux emplois qualifiés qui sont rentables pour l'entreprise, ses salariés ET la collectivité qui n'a pas à être le supplétif de la multinationale avec son propre émissaire comme celui du scandaleux « wharf de La Salie » qui rejette à l'océan et devrait être utilisé par l'usine SMURFIT après son épandage accidentel et... prévisible.

L'alternative radicale à cette proposition d'investissement pourrait être l'abandon du site par SMURFIT car « trop de contraintes environnementales en cette période de récession », type Celanese ou bien l'application du principe pollueur payeur, dont il sera intéressant d'en apprécier son application à Biganos et pour son bassin drainant, un écosystème fragile mais maillon économique et écologique majeur.

Avec une réserve et pas des moindres : la jurisprudence à venir sur TOTAL ERIKA concernant les atteintes à la Nature et dont sa condamnation à réparer est remise en cause.

Michel Botella

IDEAL

* Liquide huileux et corrosif, composé de jus de cuisson de bois et de soude caustique.

** DREAL Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement.

« BROKEN »

UN FILM DE RUFUS NORRIS

TROIS maisons, au fond d'un cul-de-sac de quelque banlieue britannique. C'est dans un décor presque théâtral que le premier film de Rufus Norris, nommé à juste titre au festival de Cannes dans la section Caméra d'Or, nous livre une étendue infinie d'émotions et de surprises dans une mise en scène impeccable.

Skunk, une jeune fille rêveuse et vagabonde, profite des grandes vacances avec son frère, avant d'entrer en sixième. Dans un quartier en apparence paisible, la jeune fille est bientôt témoin d'une scène violente au cours de laquelle M. Oswald, voisin et père veuf de trois méchantes filles, frappe sans retenue le jeune Rick, fragile et perturbé, accusé à tort d'avoir violé l'une des filles de son agresseur. Skunk, abasourdie, est brutalement confrontée au comportement dangereux de la famille Oswald.

A plusieurs reprises, Skunk se trouve impliquée, malgré elle, dans des scènes également horribles, et dont la caméra ne nous épargne rien. Sans réserves, celle-ci est omnisciente : elle donne à voir tout ce dont l'humain est capable ; mais elle nous livre

également des images du passé et du futur, dans un grain proche du *Super 8*, qui évoque la nostalgie du souvenir et la sécurité du cercle familial. Pourtant ici, dans chacune des maisons, la famille est d'une manière ou d'une autre brisée. Comme le titre le porte à croire (*broken* signifie « brisé »), il s'agit bien d'êtres humains brisés par le destin. Archie, quitté par son épouse, est le père aimant et attentionné de la jeune Skunk, contrairement au vulgaire M. Oswald, incapable depuis le décès de sa compagne d'éduquer correctement ses filles. Les parents de Rick, eux, tentent tant bien que mal de protéger leur fils fragile et vulnérable.

Entourée chez elle d'adultes tendres et aimants, au dehors, l'atmosphère s'épaissit et devient de plus en plus hostile pour la jeune Skunk. Le montage de Victoria Boydell est parfaitement maîtrisé, avec une temporalité étirée, des plans récurrents et des *flash-backs* qui accroissent la tension et le sentiment d'enfermement de la jeune fille dans des espaces clos : l'école, la maison, le quartier. Mais Skunk est solide et forte ; dans les moments les plus difficiles, elle choisira de vivre et de s'en sortir.



Skunk (Eloise Laurent) aux bras de son père Archie (Tim Roth)

arc • en • ciel
ortzadar

Tél / Fax : 05 59 31 85 82 — Courriel : ortzadar@bigfoot.com
<http://ortzadar.free.fr>

Curieusement, il y a au milieu de ces faits cauchemardesques une lueur d'espoir, une pointe légère et amusante apportée notamment par deux curieux personnages, des jumeaux à la chevelure abondante, qui, accrochés à leurs vélos, lancent à qui a le malheur de croiser leur chemin, des

sacs plastiques remplis d'excréments. Du rire aux larmes, *Broken* nous emporte dans le tourbillon contrasté des émotions et des comportements humains, grâce principalement à la comédienne Eloise Laurent, dont on salue la performance dans ce rôle qui est son tout premier. ♦



Abonnement à **ORTZADAR**
Bimestriel - 1 an : 13€
De soutien : 18€



NOM, Prénom
Adresse
CP..... Ville

Bulletin à retourner à :
B.P. 90080 - Mouguerre - 64990 St-Pierre d'Irube

Ortzadar - Alternative Pays Basque
est édité par l'association loi 1901 du même nom
Commission paritaire n° 0716 G 88241
Directeur de la publication : Jean-Maurice FAYE
Mise en page et illustrations : José AGUIRRE
Imprimé sur les presses de l'imprimerie Artisanale à Bayonne